

CONTRE BUDGET 27

Travaux parlementaires | octobre 2026



HÉRITAGE – LA FRANCE SE TROUVE DANS UNE SITUATION BUDGÉTAIRE DRAMATIQUE

DÉFICIT PUBLIC
(2026)

-5,4%

Moyenne zone € 2025 : -2,7%

DETTE PUBLIQUE
(2026)

119,3%

Moyenne zone € 2025 : 88,2%

DÉPENSES
PUBLIQUES

+48Mds€

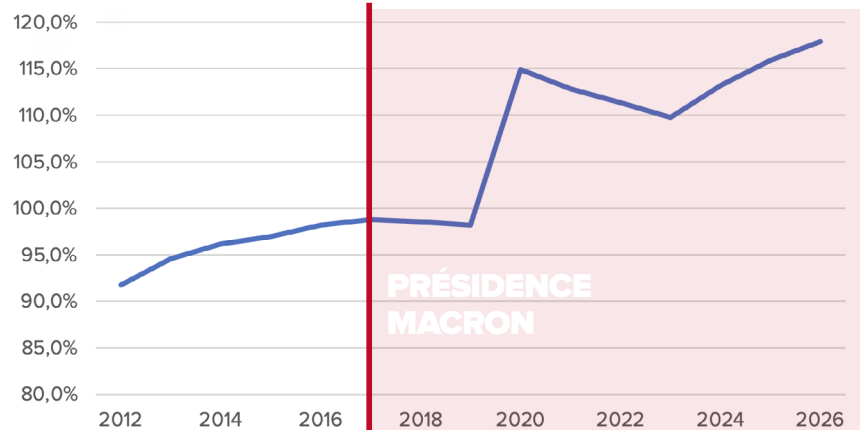
entre 2025 et 2026

COÛT DE LA
DETTE PUBLIQUE

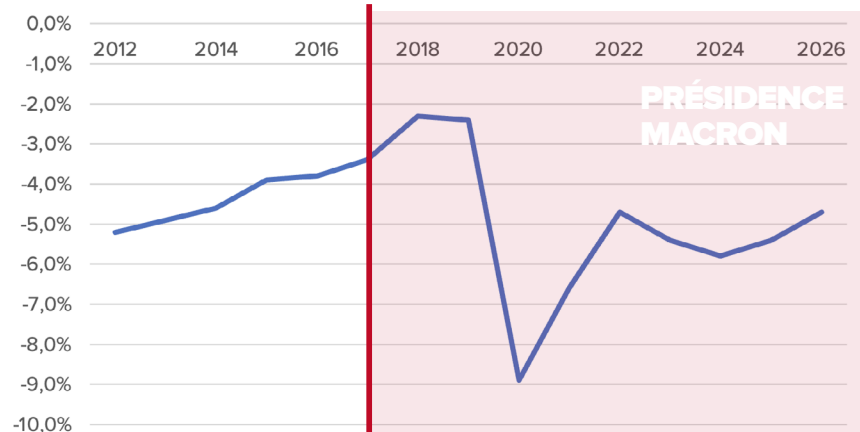
79Mds€

(2026)

Dette publique (% PIB, Maastricht)



Déficit public (% PIB)





ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES LES BAISSES DE DÉPENSES

RATIONALISATION DES DÉPENSES

20,96
Mds€

Suppressions et internalisations agences et opérateurs.	Mds€ 3,4
Économies sur la politique du logement social.	3,2
Baisse des subventions sans lien avec l'intérêt général.	2

(autres postes voir annexe)

DÉPENSES SOCIALES

20,21
Mds€

Réforme de l'hôpital et du parcours de soin.	Mds€ 3,2
Réparation du système de retraites actuel.	3
Réforme des affectations de longue durée.	3

(autres postes voir annexe)

IMMIGRATION

12,2
Mds€

Prestations non-contributives soumises à 5 ans ETP travaillés.	Mds€ 7,5
Allocations familiales réservées aux foyers dont un parent est français.	2,2
Remplacement de l'AME par l'AMU.	1,1

(autres postes voir annexe)

UNION EUROPÉENNE

11,1
Mds€

Baisse de la contribution de la France à l'UE.	Mds€ 8,9
Restitution des droits de douane français.	2,2

COMPÉTITIVITÉ

5,6
Mds€

Suppression des tarifs préférentiels pour les énergies intermittentes.	Mds€ 5,6
--	--------------------

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

3,75
Mds€

Baisse des subventions sans lien avec l'intérêt général.	Mds€ 2
--	------------------

(autres postes voir annexe)

JUSTICE SOCIALE ET FISCALE

1,97
Mds€

Économie sur le coût de la dette.	Mds€ 1,29
-----------------------------------	---------------------

(autres postes voir annexe)

FRAUDES

1,2
Mds€

Réforme du cartel des marchés publics.	Mds€ 1,2
--	--------------------

PROGRAMME PRÉSIDENTIEL

0,9
Mds€

Limiter les ruptures conventionnelles.	Mds€ 0,9
--	--------------------

LES HAUSSES DE RECETTES

NOUVELLES RECETTES FISCALES

JUSTICE FISCALE ET SOCIALE

+20,25
Mds€

Taxe sur les rachats d'actions.	Mds€ 11,3
Impôt sur la Fortune Financière.	5

(autres postes voir annexe)

IMMIGRATION

+2,92
Mds€

Taxation à 14% des transferts d'argent vers les pays tiers.	Mds€ 1,92
Taxe à l'embauche d'un salarié extra-européen.	1

RATIONALISATION DES DÉPENSES

+10,35
Mds€

Rebudgetisation des CEE.	Mds€ 8
Économie sur le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité.	2

(autres postes voir annexe)

POUVOIR D'ACHAT

+8,58
Mds€

Transformation de « Ma Prime Rénov' » en « 100% Rénov' ».	Mds€ 5,1
Retour de TVA lié à la baisse des dépenses contraintes.	2,64

(autres postes voir annexe)

FRAUDES

+4,85
Mds€

Correction de l'IS sur le CA et non le bénéfice.	Mds€ 3,75
Lutte contre les ententes, cartels et la concurrence déloyale.	1,2

(autres postes voir annexe)

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

+4,4
Mds€

Écrêtement puis rebudgetisation de la TVA transférée.	Mds€ 3,4
Hausse d'un point par de la cotisation employeur de la FTP.	1

COMPÉTITIVITÉ

+7,97
Mds€

Retour d'IS lié à la baisse des impôts de production.	Mds€ 4,27
Export surplus de production EDF.	3,7



POIDS DES IMPÔTS BAISSE DES RECETTES

BAISSE OU SUPPRESSION D'IMPÔTS / TAXES

POUVOIR D'ACHAT

25
Mds€

Baisse de TVA sur les énergies.	Mds€ 12,2
Baisse de la TICPE au niveau de 2017.	3,9
TVA à 0% sur 100 produits de 1ère nécessité.	3,5

(autres postes voir annexe)

COMPÉTITIVITÉ

18,85
Mds€

Suppression de la CFE.	Mds€ 8,1
Suppression de la C3S.	5,3
Suppression de la CVAE.	3,7

(autres postes voir annexe)

JUSTICE FISCALE ET SOCIALE

1,5
Mds€

Retour sur la hausse du PFU (retour à 30%).	Mds€ 1,5
---	--------------------

PROGRAMME PRÉSIDENTIEL

4,71
Mds€

Dispositif industriel et agricole de suramortissement.	Mds€ 2,1
Réforme de l'octroi de mer.	1,8
Baisse de la TVA sur les frais vétérinaires.	0,42

(autres postes voir annexe)

SÉCURITÉ SOCIALE

3,7
Mds€

Part fiscale pleine dès le deuxième enfant.	Mds€ 3,5
Favoriser le cumul-emploi retraite des personnels soignants.	0,2



HAUSSE DES DÉPENSES

SÉCURITÉ SOCIALE

6,25
Mds€

Revalorisation du congé proche aidants.	Mds€ 2
Réforme des retraites de Marine Le Pen.	1,9
Remboursement à 100% des soins dentaires.	1,4

(autres postes voir annexe)

PROGRAMME PRÉSIDENTIEL

4,5
Mds€

Investissement public dans la recherche.	Mds€ 1,8
Construction de 30 000 places de prisons.	1
Augmentation des crédits pour l'Outre-mer.	0,6

(autres postes voir annexe)

RATIONALISATION DES DÉPENSES

3
Md€

Mesures sectorielles du programme présidentiel.	Mds€ 3
---	------------------

POUVOIR D'ACHAT

1,6
Mds€

Prêt « jeunes ménages français » transformé en subvention au 3e enfant.	Mds€ 1,6
---	--------------------

CONTRE BUDGET 2027 BILAN ET COMPARAISON

RECETTES

+ 77,8 Mds€
Économies - Contre Budget RN

+ 3,6 Mds€
Économies acceptées - PLF / PLFSS 2027

+ 26,1 Mds€
Prélèvements obligatoires

+ 33,4 Mds€
Gains fiscaux

DÉPENSES

CONTRE BUDGET | **71,6 Mds€**
Ajustement budgétaire en première année.

- 15,5 Mds€
Nouvelles dépenses - Contre Budget RN

- 53,8 Mds€
Baisses recettes - Contre Budget RN

DÉPENSES PUBLIQUES

BUDGET LECORNU

+6 / **-69**
Mds€ Mds€
CONTRE BUDGET

DÉFICIT PUBLIC 2027

BUDGET LECORNU

156 / **116**
Mds€ Mds€
CONTRE BUDGET

DETTE PUBLIQUE 2027

BUDGET LECORNU

3782 / **3713**
Mds€ Mds€
CONTRE BUDGET

INTÉRÊTS DE LA DETTE 2027

BUDGET LECORNU

91 / **88**
Mds€ Mds€
CONTRE BUDGET

BUDGET LECORNU 2027

Mesures conservées (PLF / PLFSS)



ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES LES BAISSSES DE DÉPENSES

PLFSS 2027

+0,125
Mds€

Art. 31 - Convergence tarifaire radiothérapie.	Mds€ 0,03
Art. 32 - Sécurisation facturation AM.	0,03
Art. 37 - Restriction d'accès aux prestations familiales (étrangers extra-UE).	2,2

(autres postes voir annexe)

PLF 2027

+3,3
Mds€

Art. 35 - Modalités d'attribution du FCTVA.	Mds€ 2,09
Art. 36 - Maîtrise de la TVA affectée aux CT.	0,6
Art. 88 - Évolution des missions de France compétences.	0,31

(autres postes voir annexe)



LES HAUSSES DE RECETTES

PLFSS 2027

+0,44
Mds€

Art. 6 - Simplification du régime social des indemnités de rupture du contrat de travail.	Mds€ 0,44
---	---------------------

PLF 2027

+2,039
Mds€

Art. 27 - Taxe sur l'exploitation des infrastructures de transports de longue distance.	Mds€ 0,8
Art. 5 - Recentrage du dispositif apport-cession.	0,5

(autres postes voir annexe)



POIDS DES IMPÔTS BAISSE DES RECETTES

PLFSS 2027

0,01
Mds€

Art. 4 - Aide aux cotisants
(incendies, Chido).

Mds€

0,01

PLF 2027

2,002
Mds€

Art. 2 - Revalorisation
barème de l'IR.

Mds€

1,89

Art. 10 - Soutien aux
reprises d'entreprises.

0,67

Art. 20 - Tarifs réduits
taxes sur les installations
nucléaires.

0,04

(autres postes voir annexe)



HAUSSE DES DÉPENSES

PLFSS 2027

0,093
Mds€

Art. 27 - Développement
accès à la vaccination.

Mds€

0,028

Art. 24 - Accès aux soins
des enfants de l'ASE.

0,019

Art. 38 - Expérimentation
financement des EHPAD.

0,015

(autres postes voir annexe)

PLF 2027

0,183
Mds€

Art. 86 - Collectivités
éligibles aux aides
exceptionnelles.

Mds€

0,1

Art. 85 - Dotation
communes rurales faible
densité.

0,05

(autres postes voir annexe)

ANNEXES

Postes d'économies et de dépenses

2027			
Catégorie			Mo€
Baisse dépenses	Collectivités territoriales	Application des 35 h dans la fonction publique territoriale (fin du clientélisme des élus - impliquant une baisse de DGF)	0,500
		Optimisation du FCTVA	0,400
		Ajustement des effectifs à la suite de la rationalisation des compétences des collectivités	0,800
		Suppression des EPCI et des métropoles	-0,250
		Application stricte des compétences pour les collectivités territoriales	0,300
		Baisser les dépenses des collectivités à destination des associations de relevant pas de l'intérêt général	2,000
			3,750
	Compétitivité	Création d'un prix national de l'électricité	5,600
			5,600
	Fraude	Réforme du cartel des marchés publics	1,200
			1,200
	Immigration	Réserver les prestations de solidarité aux étrangers ayant au moins 5 ans ETP travaillés en France	7,500
		Remplacement de l'AME par l'AMU	1,100
		Réformer la politique de l'asile	0,900
		Suppression du visa pour soins	1,000
		Départ des étrangers sans emploi depuis [3mois x année de résidence] ne pouvant subvenir à leurs besoins	0,100
		Hausse des frais de scolarité des étudiants étrangers (sauf conventions interétatiques)	1,100
		Mesures indirectes : baisse des dépenses liées à l'insécurité (effet de la baisse de l'immigration)	0,500
			12,200
	Justice fiscale et sociale	Devoir pointer à France Travail une fois par mois pour pouvoir toucher le chômage	0,150
		Passer du mécénat d'entreprise à un régime de déductibilité fiscale	0,523
		Economie sur le coût de la dette	1,296
			1,969
	Programme présidentiel	Limiter à une rupture conventionnelle tous les 10 ans	0,900
			0,900
	Rationalisation des dépenses	Rationalisation de l'Aide publique au développement et de l'action extérieure de l'Etat	2,100
		Baisser les subventions de l'Etat aux associations ne relevant pas de l'intérêt général	2,000
		Baisse de la dotation à l'audiovisuel public, puis privatisation (sauf FranceInfo, Arte, OM, etc)	0,154
		Diminution et rationalisation des aides à la presse (hors avantage postal)	0,030
		Réforme de la politique de la ville + Quartiers 2030	0,650
		Réserver les chèques apprentissage aux étudiants avant la licence	1,600
		Plafonner les aides au logement à part de loyer à 90 % du loyer	1,000
		Suppression des coûts indirects du carbone pour les activités électro-intensives exposées à la concurrence internationale	0,814
		Réforme de la gestion des bons du Trésor (BTF) à taux fixe et intérêt précompté	4,200
		Meilleure gestion du parc immobilier de l'Etat	1,000
		Economies sur la politique de logement social - dont la fin d'exonération de TF sur les bailleurs sociaux	3,200
		Fin de la subvention d'équilibre à France Compétences	0,270
		Suppressions et réinternalisations d'agences et d'opérateurs	3,400
		Baisse du train de vie de l'Etat (Elysée, AN, Sénat, CESE, CESER, etc.)	0,540
			20,958
	Sécurité sociale	Réduire de 10 % le nombre de postes administratifs dans les hôpitaux publics sur 5 ans, à raison de 2 % par an	0,160
		Supprimer le passage obligé par le médecin avant d'aller chez le kinésithérapeute et les autres spécialistes	1,400
		Rationaliser les systèmes d'information et de la gouvernance de la Sécurité sociale (rapport Mélin) et mettre en place l'ASU	2,000
		Rationaliser les structures et les aides aux professionnels (suppression des CPTS, usage du DPC, etc.)	0,419
		Réduire les coûts hospitaliers et fluidifier les parcours (mutualisation des achats, protocoles de prévention, hospitalisations évitables, etc.)	3,210
		Lutter contre les dépenses indues (carte vitale biométrique, juste prescription, contrôle automatisé des factures avant paiement, détection des schémas frauduleux)	2,200
		Réduire le coût des produits de santé (exploitation des pertes d'exclusivité, 100 % Santé sur les lunettes fabriquées en France, etc.)	0,262
		Supprimer les salles de shoot et les autres politiques contestables	0,009
		Fusion URSSAF-DGFiP, mutualiser les achats de la CNSA et autres mesures de modernisation dont IA	0,272
		Suspendre les prestations familiales des parents d'enfants délinquants ou criminels	0,220
		Renforcer les contrôles relatif au travail dissimulé (détection par analyse de la déclaration sociale nominative)	0,980
		Appliquer les mesures de freinage des dépenses de biologie médicale	0,390
		Systématiser un entretien pour l'ensemble des primo-demandeurs d'AAH de niveau 2	0,500
		Réduire les forfaits techniques d'IRM et de scanners	0,390
		Convertir en radiographie les IRM des membres inférieurs	0,254
		Désactiver les cartes vitales après 2 ans d'inactivité	0,200
		Rationaliser les ALD (arrêts maladie de longue durée et affections de longue durée)	3,000
		Généraliser la délivrance à l'unité des médicaments	0,850
		Réformer le barème de l'APA pour en renforcer la dégressivité	0,500
		Mettre en œuvre les mesures de réparation du système de retraite actuel	3,000
			20,216
		Baisse de la contribution de la France à l'Union européenne	8,897
		Rendre à la France sa part des droits de douane collectés par l'UE	2,200
			11,097

Hausse recettes	Collectivités territoriales	Sécuriser la hausse d'un point par an de la cotisation employeur de la FPT jusqu'en 2028 et prolonger d'un point par an jusqu'en 2031	1,000
		Écrêtement puis rebudgétisation de la TVA transférée aux collectivités (régions et EPCI)	3,400
			4,400
	Compétitivité	Retour d'IS lié à la baisse des impôts de production	4,275
		Exporter en Europe le surplus de production d'électricité (via dividendes EDF)	3,700
			7,975
	Fraude	Mise en place du prélèvement de la TVA à la source	-0,100
		Renforcer l'Autorité de la concurrence pour lutter contre les ententes, cartels et la concurrence déloyale	1,200
		Mécanisme de correction de l'impôt sur les sociétés assis sur le chiffre d'affaires et non sur le bénéfice	3,750
			4,850
	Immigration	Taxe de 1000 €/an à l'embauche d'un extra-européen	1,000
		Taxation à 14 % des transferts d'argent vers les pays tiers	1,920
			2,920
	Justice fiscale et sociale	Redevance d'accès au marché historique électrique et gazier français	0,800
		Supprimer l'exonération de taxe foncière sur l'éolien et augmenter la taxe éolienne en mer	0,200
		Timbre sur les visas touristiques	0,100
		Transfert aux banques du financement de l'accessibilité bancaire	0,300
		Application du principe de casseur-payeur	0,200
		Augmenter le ticket modérateur d'accès à la justice prévu par le Gouvernement	0,150
		Financement d'une part des réseaux numériques par les géants du numérique	0,300
		Régularisation des rapatriés fiscaux	0,900
		IFF en remplacement de l'IFI	5,000
		Taxe sur les rachats d'actions	11,352
		Taxe sur les superdividendes	0,750
		Récupération des aides pour les entreprises qui délocalisent	0,200
		Récupération des aides pour les entreprises qui délocalisent	0,200
			20,252
	Pouvoir d'achat	Remplacement de MaPrimeRenov par le 100 % Renov'	5,100
		Plan 100% Clim'	0,840
		Retour de TVA lié à la baisse des « dépenses contraintes »	2,640
			8,580
	Rationalisation des dépenses	Rebudgétisation des certificats d'économie d'énergie	8,000
		Économies sur le TURPE	2,000
		Suppression de la niche journalistes / conseillers régionaux	0,100
		Rebudgétisation des CPB Certificats de production de biogaz	0,250
			10,350
Total		137,218	

Baisse recettes	Compétitivité	Modifier les conditions du pacte Dutreil (annulation de la taxation contre détention de 10 ans)	1,750	
		Baisse de l'impôt de production : suppression de la CFE	8,100	
		Baisse de l'impôt de production : suppression totale de la CVAE	3,700	
		Baisse de l'impôt de production : suppression de la C3S	5,300	
			18,850	
	Justice fiscale et sociale	Revenir sur la hausse du taux PFU de 1,4 point pour le fixer à 30 %	1,500	
			1,500	
	Pouvoir d'achat	Réforme du malus automobile avec un calcul portant sur l'ensemble de la chaîne de fabrication du véhicule	0,100	
		Suppression de la TVA sur 100 produits de première nécessité	3,500	
		Baisse de la TVA sur les énergies (gaz, électricité, carburants, bois, fioul)	12,200	
		Retour de la TICPE au niveau de 2017	3,900	
		Généralisation de la demi-part pour les veuves et veufs	1,000	
		Prime d'activité étudiante pour ceux réussissant leurs examens	0,600	
		Exonérer d'IR tous les jeunes actifs jusqu'à 30 ans jusqu'à 4 SMIC	2,000	
		Réformer la fiscalité des successions : exonération de l'immobilier transmis à hauteur de 300 k€	1,200	
		Réformer la fiscalité des donations (alignement grands-parents/parents ; 100 k€/enfant tous les 10 ans)	0,500	
			25,000	
	Programme présidentiel	Suppression taxes à faible rendement	0,200	
		Réforme de l'octroi de mer	1,800	
		Baisse de la TVA sur les frais vétérinaires : 0 % pour les refuges et 10 % pour les particuliers	0,420	
		Suppression de la CVEC compensée aux universités	0,188	
		Dispositif industriel et agricole de suramortissement (robotisation et numérique)	2,100	
			4,708	
	Sécurité sociale	Favoriser le cumul-emploi retraite du personnel soignant pour lutter contre les déserts médicaux	0,200	
		Instaurer une part fiscale pleine dès le 2ème enfant	3,500	
			3,700	
Hausse dépenses	Environnement	Transformation et augmentation du fonds vert pour les lutte contre les risques climatiques	0,100	
			0,100	
	Pouvoir d'achat	Prêt « jeunes ménages français » transformé en subvention à la naissance du 3ème enfant	1,600	
			1,600	
	Programme présidentiel	Versement d'une part de la TSCA aux SDIS et compensation à la Sécurité sociale par l'Etat	0,400	
		Investissement public dans la recherche	1,800	
		Augmentation des crédits budgétaires outre-mer	0,600	
		Un permis de conduire gratuit pour les jeunes avec casier judiciaire vierge	0,700	
		Construction de 30 000 places de prison	1,000	
			4,500	
	Rationalisation des dépenses	Mesures sectorielles du programme présidentiel	3,000	
			3,000	
	Sécurité sociale	Garantir que l'AAH soit toujours au-dessus du seuil de pauvreté	0,950	
		Revaloriser le congé de proche aidant	2,000	
		Rembourser à hauteur de 100 % de la base de remboursement de la Sécurité sociale des soins dentaires	1,400	
		Mettre en œuvre la réforme des retraites de Marine Le Pen	1,900	
			6,250	
Total			69,208	
Mesures du Gouvernement retenues (impact net sur le solde des articles PLF / PLFSS 2027 soutenus par le groupe)				3,616
Total		Solde net du contre-budget (bloc orange – bloc jaune – mesures du Gouvernement retenues ; négatif = amélioration du solde)		-71,626

Détail des mesures du Gouvernement non retenues (PLF / PLFSS 2027) – impact 2027 sur le solde selon le chiffrage ; « + » = amélioration, « – » = coût			
Texte	Article - Contre en l'état	Intitulé	Md€
PLFSS	Art. 5 - Contre en l'état	Suppression des exonérations sociales des ateliers et chantiers d'insertion publics	0,015
PLFSS	Art. 7 - Contre en l'état	Rationalisation de l'assiette des allègements généraux de cotisations	3,700
PLFSS	Art. 8 - Contre en l'état	Création de 2 taxes sur les produits préemballés sucrés et transformés	0,303
PLFSS	Art. 9 - Contre en l'état	Création d'une taxe sur les dispositifs médicaux	0,150
PLFSS	Art. 10 - Contre en l'état	Création d'une taxe sur la chaîne de distribution du médicament	0,120
PLFSS	Art. 11 - Contre en l'état	Régulation macro-économique des produits de santé	0,100
PLFSS	Art. 12 - Contre en l'état	Prorogation de la taxe à 2,05 % sur les complémentaires santé	1,117
PLFSS	Art. 35 - Contre en l'état	Désindexation des pensions de retraite	4,140
PLFSS	Art. 39 - Contre en l'état	Intéressement à l'efficacité des EHPAD et des services autonomie à domicile	0,015
PLF	Art. 3 - Contre en l'état	Réduction à 3 000 € du plafond de l'abattement d'IR en faveur des pensions de retraite	1,400
PLF	Art. 6 - Contre en l'état	Protection du modèle de l'assurance-vie	0,025
PLF	Art. 15 - Contre en l'état	Mise à contribution des grandes entreprises	5,300
PLF	Art. 16 - Contre en l'état	Rationalisation des taux de TVA applicables aux services de télévision	0,304
PLF	Art. 19 - Contre en l'état	Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sur les biens et services	-0,031
PLF	Art. 21 - Contre en l'état – sauf amendements	Adaptation de la fiscalité aérienne au soutien à la continuité territoriale	0,037
PLF	Art. 23 - Contre en l'état	Instauration d'un prélèvement exceptionnel sur les avoirs en déshérence déposés auprès de la Caisse des dépôts et consignations	1,400
PLF	Art. 24 - Contre en l'état – sauf amendements	Soutien à l'électrification et renforcement des incitations environnementales dans le secteur des transports	-0,016
PLF	Art. 25 - Contre en l'état	Mesures relatives à la fiscalité des véhicules	-0,022
PLF	Art. 31 - Contre en l'état	Modernisation et simplification des procédures fiscales	0,002
PLF	Art. 34 - Contre en l'état	Fixation pour 2027 des montants de la DGF et des variables d'ajustement	-0,120
PLF	Art. 37 - Contre en l'état	Contribution progressive des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'effort budgétaire (CPEB)	2,500
PLF	Art. 38 - Contre en l'état	Compensations financières dues aux régions (formation professionnelle, formations sanitaires, FEADER)	-0,174
PLF	Art. 45 - Contre en l'état	Abaissment en 2027 du plafond de la première section du CAS Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0,041
PLF	Art. 53 - Contre en l'état	Affectation d'une part du produit des forfaits de post-stationnement au budget général de l'État	0,003
PLF	Art. 54 - Contre en l'état	Instauration de droits d'inscription en CPGE et en STS	0,034
PLF	Art. 56 - Contre en l'état	Recours à une chambre de compensation pour les opérations de pensions de titres financiers	0,005
PLF	Art. 58 - Contre en l'état	Crédits du budget général	3,200
PLF	Art. 74 - Contre en l'état	Maîtrise de l'évolution des aides personnelles au logement et de la prime d'activité	0,433
PLF	Art. 76 - Contre en l'état	Révision des modalités d'envoi de la propagande électorale et de vote pour les élections législatives	0,016
PLF	Art. 77 - Contre en l'état	Suppression de la dotation annuelle versée aux régions au titre de la gestion du FEADER	0,100
PLF	Art. 78 - Contre en l'état	Droit d'option entre les APL versées aux étudiants et les avantages d'IR pour les foyers les plus aisés	0,072
PLF	Art. 80 - Contre en l'état	Extinction de la CNIH (harkis) et fixation d'une date limite du droit à demander une réparation	0,002
PLF	Art. 87 - Contre en l'état	Fonds de soutien exceptionnel aux communes contribuant à la CPEB	-0,050
PLF	Art. 89 - Contre en l'état	Renforcement de la participation des titulaires au financement de leur formation (CPF) et modification des dispositions relatives à la VAE	0,350
Total mesures non retenues			24,470
Total de l'effort par rapport au Gouvernement			-47,156

**CONTRE
BUDGET**



Groupe
**Rassemblement
National**